

Israël se tourne vers l'Europe de l'Est, Orban trouve un appui en Netanyahu



Alors que les relations entre la Pologne et Israël sont au plus bas, il semblerait que les relations soient en revanche excellentes entre Jérusalem et Budapest. Les deux dirigeants, qui se sont rencontrés vendredi, ont dévoilé qu'ils avaient un "socle patriotique commun". Qu'est-ce qui rapproche la Hongrie "illibérale" d'Orban et le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu?

Avec Cyrille
Bret

Atlantico.fr : Alors que les relations entre la Pologne et Israël sont au plus bas depuis la promulgation de la loi sur la mémoire polonaise à Varsovie, il semblerait que les relations soient en revanche excellentes entre Jérusalem et Budapest. Les deux hommes qui se sont rencontrés vendredi ont avancé qu'ils avaient un "socle patriotique commun". Qu'est-ce qui rapproche la Hongrie "illibérale" d'Orban et le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu ?

Cyrille Bret: La politique étrangère du Premier ministre Netanyahu est depuis longtemps marquée par la *Real Politik*. Avant tout guidé par le souci de maintenir sa coalition à la Knesset, de préserver son autorité malgré les affaires frappant son entourage et par la volonté de renforcer Israël dans un contexte national et régional peu favorable, le Premier ministre israélien, en fonction depuis 2009, a progressivement développé une véritable « politique européenne » en s'appuyant sur certains leaders d'Europe orientale, au premier chef le Premier ministre hongrois récemment réélu, Viktor Orban.

Les convergences entre Viktor Orban et Benjamin Netanyahu se sont manifestées avec une particulière acuité depuis la visite du leader du Likoud à Budapest. Les deux chefs de gouvernements avaient alors affiché une entente d'autant plus remarquable que les obstacles semblaient importants entre les deux lignes politiques. Viktor Orban avait en effet émis des déclarations louangeuses pour l'amiral Horthy pourtant impliqué dans la persécution des Juifs de Hongrie durant le Troisième Reich. De même, il avait noué une alliance avec le parti Jobbik et avait lancé une campagne marquée par un antisémitisme subliminal mais réel contre le financier américain d'origine hongroise, George Soros. Mais, malgré ces pierres d'achoppement, Budapest et Tel Aviv avaient trouvé un terrain d'entente. Celui-ci a de nouveau été récemment mis en évidence lors de la récente visite du Premier ministre hongroise en Israël.

Plusieurs intérêts peuvent réunir les deux hommes. D'une part, un certain rapport avec l'Union européenne : avocat du souverainisme contre les tendances fédéralistes de l'Union, Viktor Orban a besoin de rallier autour de sa position des soutiens intra-européens (au sein du groupe de Visegrad qu'il a présidé) et des soutiens extra-européens (en Russie, en Israël). Quant à lui, le Premier ministre israélien fait face à la doctrine de l'UE concernant la nécessité de construire deux Etats pour résoudre le conflit avec les Palestiniens. Il cherche à Budapest un allié à l'intérieur de l'Union européenne. D'autre part, un certain rapport avec les contre-pouvoir : les deux

leaders partagent une défiance explicite envers la presse, les ONG et institutions constituées qui pourraient limiter le pouvoir de leur majorité politique. C'est ce qui explique le pragmatisme du pouvoir israélien dans les rapports avec la Hongrie : la défense de la ligne politique intérieure prime tout.

Plus largement, quel lien le groupe de Visegrad peut-il entretenir avec Israël, qui semble vouloir se rapprocher d'eux devant la timidité des autres partenaires européens?

Le Premier ministre Netanyahu a pour but explicite de proposer aux membres du groupe du Visegrad (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie et Pologne) de tenir leur prochain sommet à Jérusalem. Sa stratégie est-orientale vise à réunir ainsi plusieurs membres essentiels de l'Union européenne autour de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Pour le gouvernement Netanyahu, cela constituerait une victoire symbolique dans la mesure où l'implantation de l'ambassade américaine à Jérusalem a suscité l'opposition de l'Union européenne. Pour les gouvernements du Groupe de Visegrad, un rapprochement avec Israël présenterait plusieurs avantages : d'une part, les dédouaner des accusations d'antisémitisme et de xénophobie à leur encontre, d'autre part, développer les liens avec une économie innovante, des marchés financiers alternatifs à ceux de l'Europe et avec une main-d'œuvre très qualifiée, sans compter l'inscription dans l'espace de la méditerranée orientale. Avec le développement (encore à confirmer) d'une relation forte entre Israël et le V4, celui-ci gagnerait encore en notabilité.

Les relations en Europe de l'Est sont un point clé de la stratégie d'Israël. Mais comment s'articule la relation entre Israël et la Russie ?

La Russie et Israël ont une relation complexe et très riche. Pour la comprendre, il faut garder quelques éléments en tête : d'une part, plus d'un million de citoyens de Russie viennent de l'ancien URSS, soit plus de 10% de la population de cet Etat qui compte 9 millions d'habitants ; d'autre part, la Russie entretient des liens économiques très denses avec Israël notamment grâce à cette diaspora ; enfin, la Russie a noué une alliance avec l'Iran qui l'oppose à Israël. Mais, pour revenir à la *Realpolitik* du gouvernement Netanyahu, Israël a réussi en partie à tourner cette difficulté en avantage. Depuis le début de l'année, il se tourne vers la Russie pour obtenir le retrait des troupes iraniennes postées en Syrie à proximité de la frontière israélienne. On le voit à nouveau, malgré des divergences importantes, Israël développe envers la Russie une politique extrêmement pragmatique.